

**Empowerment, une pratique émancipatrice? /
BACQUÉ, Marie-Hélène et BIEWENER, Carole,**
Emeline Fourment

► **To cite this version:**

Emeline Fourment. Empowerment, une pratique émancipatrice? / BACQUÉ, Marie-Hélène et BIEWENER, Carole,. Droit et Société, Librairie générale de droit et de jurisprudence: Lextenso éditions/L.G.D.J., 2016, pp.En ligne. hal-02187909

HAL Id: hal-02187909

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-02187909>

Submitted on 18 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'empowerment, une pratique émancipatrice ? / Bacqué Marie-Hélène et Biewener Carole

PAR DS · PUBLICATION 05/04/2016 · MIS À JOUR 22/03/2016

Marie-Hélène Bacqué
Carole Biewener

L'empowerment,
une pratique
émancipatrice ?



BACQUÉ Marie-Hélène et BIEWENER Carole, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris : La Découverte, coll. « Poche », 2013, 175p.

Compte rendu par Emeline Fourment (Centre d'Études Européennes, Sciences Po Paris)

En France, le terme d'*empowerment* n'est apparu que récemment et est utilisé de manière restrictive en référence, soit aux politiques néolibérales de développement, soit aux dispositifs états-uniens de démocratie locale. Ceci est surtout dû à une méconnaissance des origines du concept et des nombreux débats dont il fait l'objet. Depuis les années 1970, dans les organisations internationales ainsi qu'aux États-Unis, l'*empowerment* est apparu comme un élément, tantôt de transformation sociale, tantôt de politique libérale (suresponsabilisation des individus). Même s'il renvoie toujours aux questions liées au pouvoir et au rôle politique, social et économique des individus, le terme est donc éminemment polysémique : son interprétation dépend du contexte dans lequel il est déployé et du projet politique auquel il est rattaché. À partir d'une étude menée sur trois champs de diffusion de l'*empowerment* (l'intervention sociale, le développement international en faveur des femmes ainsi que les politiques publiques), cet ouvrage veut aller à l'encontre d'une compréhension réductrice du concept et propose une cartographie claire et convaincante de ses différentes mobilisations.

De façon à mieux saisir ce à quoi renvoie l'*empowerment*, les auteures créent une typologie de ses approches. La notion apparaît au début des années 1970 dans les mouvements sociaux, et ceci, en particulier, chez les féministes mobilisées contre les violences faites aux femmes et la pauvreté (États-Unis, Asie du Sud). Elle est alors comprise comme un processus par lequel les femmes prennent conscience que leur situation individuelle est l'expression d'un problème plus global, ce qui appelle une mobilisation collective dans un but de transformation sociale. On trouve là le modèle radical de l'*empowerment* qui comprend la notion dans sa triple dimension : individuelle (construction d'une estime de soi et d'une conscience critique ; acquisition de compétences), collective (reconnaissance de groupe) et politique (action sociale transformatrice). Dans ce cadre, le pouvoir est compris non seulement comme pouvoir « de » (individuel) mais aussi comme pouvoir « avec » et « sur » (collectif). Ce modèle de l'*empowerment* a été développé dans les domaines de l'intervention sociale et dans les réseaux féministes transnationaux engagés sur la question du développement.

Aux États-Unis, la notion d'*empowerment* renvoie aussi à l'ouvrage de référence de Peter Berger et Richard Neuhaus, *To Empower People*, paru en 1977. Celui-ci critique le *welfare state* états-unien comme une menace pour la démocratie (car dirigé « par le haut ») et comme créateur de situations de dépendance, qui installent les précaires dans une « culture de l'assistanat ». L'ouvrage rencontre un franc succès, tant chez les libéraux que chez les républicains, et marque l'intégration de la notion d'*empowerment* à droite. Son propos tend à négliger la dimension collective et politique de la notion et ne comprend le pouvoir qu'en terme de pouvoir « de ». Son impact a été important dans le domaine des politiques publiques.

Deux modèles d'*empowerment* relèvent de cette déradicalisation du concept : le modèle social-libéral et le modèle néolibéral. Le premier prend en compte les obstacles institutionnels et socio-économiques à l'exercice du pouvoir. Il n'interroge pas pour autant le caractère structurel des inégalités, mais met l'accent sur l'autonomisation, la capacité à prendre des décisions politiques ou économiques et l'égalité des chances. Ici, l'éducation apparaît comme la solution contre la pauvreté. Cette perspective se retrouve dans les politiques de développement de l'ONU. Le second, quant à lui, comprend l'*empowerment* dans sa seule dimension individuelle, en lien avec une rationalité économique de marché. Il considère qu'il n'existe pas d'obstacle à l'action de l'individu autre que lui-même. Être *empowered* c'est alors être « entrepreneur de sa propre vie », responsable de soi-même et capable de faire des choix rationnels. Ce modèle est particulièrement présent à la Banque mondiale.

